

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

4^e CONFÉRENCE RÉGIONALE DES DIRECTEURS DES SERVICES STATISTIQUE ET PLANIFICATION

(Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 22-26 juillet 2013)

Séance 2 : Évolution des travaux sur les statistiques des entreprises dans les États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO)

(Document présenté par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique)

RÉSUMÉ

1. Il y a une pénurie de données de qualité sur les activités des entreprises dans les ÉTIO. Les activités commerciales représentent une part non négligeable de l'activité économique totale, que ce soit du point de vue de la contribution du secteur au produit intérieur brut (PIB), de sa part dans l'emploi total ou de la formation brute de capital fixe (FBCF). Dans sa première phase (2011-2014), le *Plan d'action stratégique océanique sur la statistique* recommande d'entreprendre des enquêtes auprès des établissements selon un cycle de cinq ans, afin que les rebasages du PIB soient plus réguliers et permettent de mieux rendre compte des évolutions structurelles de l'économie des pays. La CPS est à la tête de l'action menée pour aider les pays à mettre en place des systèmes de collecte et de diffusion de statistiques sur les entreprises, élaborées à partir d'enquêtes auprès des entreprises/établissements.

Principaux résultats

2. Ce travail suppose de définir la classification nationale des industries, d'après la Classification internationale type des industries des Nations Unies, en utilisant MS Access pour créer un registre du commerce et des sociétés à partir duquel les cadres d'enquête peuvent être établis, et de préparer des questionnaires pour chaque filière industrielle. Les travaux réalisés jusqu'ici ont été concentrés sur les Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.
 - a. Fidji : a) Révision des questionnaires d'enquête auprès des entreprises, par filière industrielle ; et b) mise à jour du registre du commerce et des sociétés (projet conjoint avec le bureau australien de la statistique) ; un projet de Manuel sur le registre du commerce et des sociétés est maintenant disponible.
 - b. Papouasie-Nouvelle-Guinée : a) Mise au point de la classification industrielle type (aujourd'hui disponible à l'état de projet) ; b) création du registre du commerce et des sociétés, avec la collaboration technique des Fidji, dans le cadre d'une coopération de type Sud-Sud (le Manuel sur le registre est disponible sous forme de projet) ; c) conception des questionnaires d'enquête pour 19 secteurs d'activité commerciale ; les projets de questionnaires sont tous disponibles.

Principales difficultés enregistrées

3. Les principales difficultés tiennent à l'insuffisance de crédits budgétaires pour la réalisation d'enquêtes hautement nécessaires ; le manque de pouvoirs juridiques pour assumer l'autorité de la collecte de statistiques ; et le manque de compétences en vue de la conduite d'enquêtes auprès des entreprises.

Mesures proposées pour aller de l'avant/recommandations

4. La CPS s'est engagée à normaliser les systèmes de collecte de statistiques sur les entreprises dans les ÉTIO, et conduira à cet effet trois missions complémentaires, désormais confirmées, à Vanuatu à la fin de 2013, ainsi qu'aux Tonga et aux Îles Salomon en 2014.
 - Étant donné le rôle important du secteur privé dans le développement économique, il faut impérativement que les gouvernements puissent avoir régulièrement accès à un registre à jour des entreprises. La Conférence est invitée à recommander aux pays de forger des partenariats public-privé et d'allouer des ressources suffisantes en vue de la réalisation d'enquêtes régulières auprès des entreprises/établissements.